

Philippe Poutou

Ouvrier, candidat anticapitaliste
2, rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil



Montreuil, le 12/04/2017

Bonjour,

Voilà les réponses à vos questions.
Salutations cordiales.

Question 1 :

Oui, puisqu'on sait que le coût du tabac est un élément déterminant pour la diminution des consommations. Mais il ne faut pas oublier que cette taxe sur le tabac est aussi une taxe sur les pauvres et sur les malades : les consommations de tabac et d'alcool jouent un rôle non négligeable dans les inégalités sociales de santé, notamment parce que l'accès aux soins et à la prévention est socialement déterminé. Les malades psychiatriques, notamment ceux qui sont atteints de psychose chronique, sont particulièrement exposés à la dépendance au tabac. Or augmenter le prix de celui-ci sans mesure de compensation pour aider de façon énergique les plus dépendants, c'est appauvrir encore un peu plus les personnes qui vivent de leur RSA ou de leur AAH : cela peut représenter plus de la moitié de leur revenu... Donc une politique de santé publique qui s'appuie notamment sur l'augmentation des taxes doit imposer l'utilisation du produit de ces taxes à la prévention et au traitement de la dépendance au tabac (idem pour l'alcool) et en priorisant les publics les plus précaires et les plus fragiles. Les substituts nicotiques et autres traitements dont l'efficacité a été vérifiée scientifiquement doivent être d'accès gratuit, et les personnels soignants qui accueillent les malades psychiatriques dans des conditions de plus en plus difficiles doivent pouvoir recevoir les formations qui leur permettront d'aider efficacement les patients à arrêter le tabac.

Question 2 :

Il faut de grands changements dépassant de loin le prix des cigarettes ! Mais l'augmentation régulière du prix du tabac, à cette réserve essentielle décrite ci-dessus, reste une option pour intervenir sur la consommation.

Question 3 :

Oui, mais il sera de même pour sortir toutes les institutions publiques de la dépendance du mécénat, de la pub. Et même au-delà : il faut revenir à ce qui était par exemple le statut des journaux en 1945 : les journalistes et les lecteurs sont les seuls légitimes à intervenir dans les affaires de la presse !

Question 4 :

Je préfère « la consommation d'alcool peut toujours comporter un risque - faites le point avec votre médecin ». Mais c'est une nuance.

Question 5 :

Oui, mais savez-vous que cela a déjà été proposé au Ministère de la santé en 2003 ? Qu'ont fait les ministres successifs de la santé ? Pourquoi ce qui se fait dans d'autres pays européens ne se fait pas en France ? Y aurait-il en France un lobby alcoolier ???? Je pense qu'on devrait assurer une grande publicité à ces votes de parlementaires qui ne se pointent à l'Assemblée ou au Sénat que les jours où le commerce de l'alcool est discuté, pour voter comme un seul homme en faveur de l'élargissement de la pub ou du commerce de l'alcool. Des noms !

Philippe Poutou

Ouvrier, candidat anticapitaliste
2, rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil



Montreuil, le 12/04/2017

Question 6 : C'est la logique. Mais idem que pour le tabac : le produit des taxes doit aller vers la prévention et le soin des personnes dépendantes de l'alcool. On sait que ces personnes consomment une part très élevée de la consommation d'alcool globale dans un pays. Ne taxons pas la maladie, traitons-là !

Question 7 : Non, c'est une vilaine blague de faire croire que la bière et le vin sont moins dangereux, donc mêmes règles pour tous les produits. Mais aidons les agriculteurs à cultiver autre chose que de la vigne et du houblon. Cultiver bio, mieux payer pour des produits alternatifs, il faut laisser les agriculteurs concernés, loin d'être tous des personnes insoucieuses de la santé de la population, définir leurs objectifs pour les rendre compatible avec une diminution de la production et de la consommation... Et il faut combattre le cynisme des trusts genre Pernod-Ricard qui s'abritent derrière les petits producteurs et la défense du terroir pour assurer leurs profits. Ce sont eux les premiers empoisonneurs !

Question 8 : Pas une affaire seulement française... Facile pour les affiches (je suis d'accord) les supports voie publique, etc. mais Internet... Il faut une prise de conscience à l'échelle mondiale de la prise en main d'Internet par le grand commerce. Des « défenses d'afficher » sur le web, ça risque de pas être très efficace. Il faut continuer d'y réfléchir.

Question 9 : OK

Question 10 : OK

Question 11 : pas simple à faire, mais sur le principe OK

Question 12 : oui, ça mériterait d'aller plus loin que le « sport sur ordonnance ». Peut-être la réduction de la place de la bagnole pourrait aller dans le bon sens...

13/ Cela paraît raisonnable, mais cela devrait faire l'objet non d'une mesure autoritaire, mais d'un « débat citoyen » parce que cela ne peut pas être une mesure isolée. Il faut diminuer la vitesse moyenne, mais il faut aussi et surtout diminuer le trafic automobile. En particulier les camions ; remettre la priorité au train, au transport fluvial. Arrêter avec les « Bus Macron », absurdité écologique, et considérer de nouveau le transport des personnes comme un service public, gratuit en milieu urbain, bon marché entre les villes. Il faut placer le débat sur la sécurité dans le cadre global de la lutte contre la marchandisation de la vie.

14/ Oui, c'est essentiel de lutter contre le sentiment d'impunité des personnes qui mettent en danger autrui pour se procurer des sensations ou se donner de l'importance. C'est Sarko qui a fait le cadeau à ses copains pour les dispositifs de signalement des radars. Il suffit de fixer sa vitesse à 130 sur l'autoroute pour savoir qui sont ceux qui vont plus vite : c'est dans 90 % des cas des hommes, avec des grosses voitures, souvent de marque « prestigieuse ». C'est donc un comportement machiste et de prestance de classe. Il y a plus simple et plus radical et plus efficace que les radars. On peut aujourd'hui sans difficulté aucune équiper les voitures d'un enregistrement permanent de la vitesse, et d'un bridage commandé par GPS. Donc empêcher de dépasser la vitesse

Philippe Poutou

Ouvrier, candidat anticapitaliste
2, rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil



Montreuil, le 12/04/2017

limite ; et contrôler qui dépasse.

Avec des amendes

proportionnelles aux

revenus, ça devrait en calmer plus d'un... Et décourager d'acheter des voitures anti-écologiques !

15/ Sans blague, je comprends pas la question. Je suis d'accord pour le permis à point, voir ci-dessus. Il faut faire attention au problème qu'un retrait de permis c'est plus pénalisant pour un travailleur que pour un patron. Que les stages de récupération de point, ça devrait coûter en fonction des revenus. Que lorsque le permis est retiré pour des raisons de conduite en état d'ivresse, il faut donner plus de facilités pour se soigner – voir les réponses sur l'alcool, avec le produits des taxes. Et que l'incarcération c'est vraiment pas ça qui soigne la dépendance.

16/ Oui, l'idée est bonne ; je pense qu'il faut au minimum y associer les usagers et les personnes du coin. Couper les platanes, c'est vraiment pas anodi. Réduire la vitesse, améliorer la qualité et la lisibilité des signalisations, dévier le trafic, c'est sûrement utile... mais aussi diminuer le transport de marchandise par route, remettre en selle les transports collectifs de proximité (par exemple : à la Réunion, aux Antilles : un tram qui fait le tour de l'île...) ; arrêter les fermetures de ligne SNCF de proximité ; réduire le temps de travail pour que les gens aient plus de temps et soient moins pressés ; rapprocher les domiciles des lieux de travail en évitant la véritable déportation des travailleurs vers les lointaines banlieues voire à la campagne, juste pour trouver des loyers accessibles... La sécurité des transports, c'est aussi tous ces thèmes qui sont justement pas seulement techniques, mais surtout politiques.

La promotion inadaptée des médicaments :

17/ Oui, sans hésiter, mais aussi d'en faire un thème politique permanent, avec des débats publics sur internet, avant les décisions, pour vérifier les arguments des labos.

18/ Oui, et on renforce ça par l'interdiction de la publicité dans les journaux médicaux, largement dépendants économiques des labos par ce biais, et on fait de la presse médicale un outil de critique et de diffusion des connaissances scientifiques, presque un service public.

19/ Oui, il faut arrêter avec les circuits commerciaux de désinformation des médecins, mais il faut que dans les études et la formation que les patients aient leur mot à dire sur les objectifs ! et les autres professionnels du soin aussi ! Les médecins essaient de garder toute la main sur la formation médicale, mais pourquoi si peu de formation psychologique ? Pourquoi une telle propension à ne s'intéresser qu'aux aspects techniques ? Pourquoi une telle acceptation des systèmes de numérisation, alors que l'on fait venir des médecins étrangers pour combler tous les manques de personnel médical – médecins formés à grand frais dans leur pays, souvent encore moins bien dotés que la France – mais aussi médecins sous-payés. Tout ça pour préserver le paiement à

Philippe Poutou

Ouvrier, candidat anticapitaliste
2, rue Richard Lenoir
93 100 Montreuil



Montreuil, le 12/04/2017

l'acte et l'organisation libérale de la médecine, alors qu'un grand nombre de jeunes médecins ne souhaite qu'une seule chose, en sortir...

20/ Oui, et ça va faire du monde...

Commentaire général : Nous avons le plus grand respect pour les scientifiques, les acteurs de la prévention et du soin qui permettent comme vous de renforcer l'approche de « santé publique » qui devrait guider les choix d'un gouvernement cherchant sincèrement à améliorer les conditions de vie et de santé de la population dans son ensemble. Mais il faut reconnaître qu'en France, vous êtes tellement minoritaires ! Les médecins sont formés au soin, pas à la santé. Il en est de même pour beaucoup de professions. Il est essentiel de ne pas se concentrer sur les seules « mesures générales » (taxes, pub). La culture des soignants doit changer pour devenir celle de personnels de santé ! Et pour ça, la population doit être associée à la définition des objectifs, au rebours de ce qui se passe de façon continue depuis des décennies, où seules comptent les « économies » réalisées sur le dos de la santé : démolition de la médecine préventive (scolaire, du travail ; PMI...) des secteurs psychiatriques, des maternités de proximité... et de tant d'autres structures qui assurent au quotidien le soin de premier recours ; et précarisation et marchandisation de la couverture sociale.

La médecine à l'acte, défendue mordicus par l'Ordre réactionnaire des médecins, est une gabegie et ne permet pas de prendre en charge la prévention.

Bravo pour votre travail, mais allez plus loin ! Il faut remettre la santé au cœur du projet social, pas la « compétitivité des entreprises » !

Philippe Poutou

